



Visite de travail économique à Rome : des échanges fructueux

L'Italie constitue le 3ème partenaire économique de notre pays, après l'Allemagne, les Etats-Unis et devant la Chine, avec 30 milliards de francs d'échanges ; 50% des exportations se déroulent avec les régions frontalières. Une visite de travail économique menée par la Secrétaire d'Etat Ineischen-Fleisch à Rome a permis de faire un point de situation sur les bonnes et denses relations économiques bilatérales avec notre voisin transalpin. Ce fut également l'occasion de rencontrer la direction de Confindustria, avec laquelle economiesuisse entend maintenir un dialogue constructif.

Une visite de travail du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) s'est rendue dans la capitale italienne entre le 22 et 23 mars 2022. Des rencontres avec les représentants du ministère des Affaires économiques et de la coopération internationale, ainsi que du Ministère pour le développement économique ont permis d'en savoir plus sur les importants projets de réforme que le gouvernement italien entend mener ces prochaines années.

Des relations denses et intenses, malgré la pandémie

Le 22 mars, la délégation suisse a rencontré le sous-secrétaire d'Etat Benedetto Della Vedova et le vice-ministre Gilberto Pichetto Fratin. L'Italie représente le 3ème partenaire économique de la Suisse, juste après les Etats-Unis et avant même, la Chine. Le volume des échanges bilatéraux s'est établi à 34,3 milliards de francs en 2021 (en hausse de 15% par rapport à l'an passé), malgré la situation pandémique ; les exportations des biens suisses ont ainsi connu une hausse de

20,1%, tandis que les importations ont cru de 11,6%. La Suisse est le sixième investisseur direct en Italie. Le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Italie représente un milliard de francs de biens et services échangés chaque semaine.

Lors de la rencontre, les représentants de la délégation suisse ont mis en exergue le fait que les très bonnes relations bilatérales et transfrontalières s'étaient nettement améliorées ces trois dernières années. La Secrétaire d'Etat s'est d'ailleurs réjouie que les relations sont restées denses, malgré la crise de COVID-19 ces deux dernières années, démontrant ainsi l'importance des relations entre nos deux Etats.

Des succès importants qui renforcent les relations bilatérales

Parmi les succès enregistrés figurent l'accord sur l'imposition des frontaliers (signé le 23 décembre 2020 à Rome), les solutions pragmatiques liés à la commune Campione d'Italia et l'accord pour la simplification du contrôle radiométrique à l'exportation des produits métalliques – un dossier en discussion depuis de nombreuses années ; les mesures de radioprotection à la frontière ne seront ainsi plus nécessaires lors de l'exportation de produits métalliques. Concernant le nouvel accord sur l'imposition des travailleurs frontaliers – fruit de longues années de négociations et sur lequel bon nombre d'acteurs nationaux et régionaux se sont fortement mobilisés, la délégation suisse a rappelé que les Chambres fédérales ont récemment ratifié le texte ; il sied désormais aux autorités italiennes d'en faire de même pour une entrée en vigueur aussi vite que faire se peut.

Un vaste plan de réformes

Enfin, les échanges avec les autorités italiennes ont également porté le vaste plan de réformes italien – « Processi di riforma per incentivare gli investimenti diretti esteri (PNRR) » – initié par le gouvernement italien. Doté de 222 milliards d'euros, dont 191 provenant de fonds européens sur la période 2021-2026, le PNRR a pour mission principale de moderniser le pays et s'articule sur 3 axes stratégiques : numérique et innovation, transition écologique et inclusion sociale. Le PNRR s'accompagne, en outre, de diverses réformes essentielles pour moderniser le pays et permettre d'assurer la mise en œuvre du plan, telles que : moins de bureaucratie dans l'administration, réforme de la justice (civile et pénale), simplification, et concurrence accrue. Les projets du PNRR créent ainsi des opportunités d'investissements intéressantes pour les entreprises suisses, qu'il s'agira de soutenir.